

denrées emmagasinables souhaitées, des prix qui stimuleraient la production optima de ces denrées.

Par production optima, je ne veux pas parler d'une production qui encouragerait les cultivateurs à produire plus qu'il ne semble raisonnable. Pour illustrer ma pensée, je donnerai lecture d'un court passage extrait de la livraison la plus récente du *Wheat Pool Budget*, celle du 3 juin. Il est ainsi conçu:

En proposant l'établissement d'un programme permanent de soutien des prix agricoles, les dirigeants des cultivateurs canadiens ne réclament rien de déraisonnable. Ils ne demandent pas de prix fixés à un niveau propre à encourager l'accroissement de la production mais leur intention est plutôt de permettre au cultivateur de continuer son activité.

L'agriculture reste l'industrie de base du Canada et les cultivateurs représentent le groupe le plus important de consommateurs. Si l'agriculture reste raisonnablement saine, le Canada gardera sa prospérité.

De plus, les cultivateurs estiment qu'ils ont tout aussi droit à quelque protection que l'industrie abritée en grande partie derrière de hautes barrières tarifaires.

Les dirigeants agricoles ne cherchent qu'à obtenir pour l'agriculture des avantages égaux à ceux dont jouissent les industries primaires.

Puis-je ici soulever une question? On préconise, à partir du député de Spadina, le salaire annuel garanti. Si les employés de l'industrie de l'automobile et de diverses autres industries ont droit à un salaire annuel garanti, je demande à tous les Canadiens si le cultivateur n'a pas également droit à l'équivalent d'un salaire annuel garanti ou à des prix équitables qui lui donneront la chance de s'assurer un salaire annuel garanti.

Ma troisième proposition est l'adoption de mesure propres à organiser l'agriculture canadienne en vue de la production maximum de tous les produits souhaités en la dotant des instruments aratoires, des hangars et des étables les plus perfectionnés, ainsi que du bétail, des terres et autres biens requis pour assurer la production la plus économique. Il y a quelques minutes, j'ai cité un document indiquant le nombre d'hommes mis à pied dans l'industrie des machines. Quel mal y a-t-il à mettre à la disposition des cultivateurs canadiens de l'argent à 1½ p. 100, que pourrait avancer la Banque du Canada, en vue de leur permettre d'acheter les machines les plus perfectionnées, de construire les étables et les silos les plus modernes et d'acheter les meilleures terres? Y a-t-il quelque mal à cela?

Une voix: Que vaudrait l'argent?

M. Blackmore: Sa valeur serait celle que la Banque du Canada voudrait bien lui attribuer.

M. Trainor: Le dollar ne vaut que 50c. en ce moment.

[M. Blackmore.]

M. Blackmore: Très bien, il vaudra 50c. Voulez-vous me dire que l'argent...

L'hon. M. Martin: Monsieur le président, puis-je poser une question à l'honorable député? J'ai écouté ses remarques avec beaucoup d'intérêt. J'ai noté l'intervention du ministre de l'Agriculture. On s'est demandé s'il fallait permettre à l'honorable député de poursuivre ses remarques. Je sais que le ministre de l'Agriculture doit partir ce soir pour une très importante réunion. Le ministre est venu en aide à mon honorable ami. Cette discussion est assurément irrégulière puisque, dans une large mesure, elle porte sur le commerce. Je dirai à mon honorable ami qu'il devrait, en toute justice pour l'attitude que le ministre de l'Agriculture a prise, trouver moyen d'abrèger maintenant son discours.

M. Blackmore: Je l'avoue, monsieur le président, et je me suis efforcé d'abrèger mon discours mais le temps que m'ont pris les interruptions depuis que j'ai commencé à parler, m'aurait permis de terminer. Je n'en suis pas responsable. Ce sont ces honorables députés qui croient en savoir si long et en savent si peu au sujet des questions monétaires. Y a-t-il quelque raison de ne pas permettre au cultivateur d'emprunter pour se procurer tout le matériel dont il a besoin? Mon honorable ami dira-t-il que si les cultivateurs avaient vendu les récoltes abondantes de 1951, 1952 et 1953, et avaient eu une bonne récolte en 1954 et en avaient touché le prix, ils ne pourraient pas acheter de l'outillage? Parlons sensément. Mon honorable ami ne connaît rien des questions monétaires.

M. Trainor: Êtes-vous spécialiste de ces questions?

M. Blackmore: Plus que mon honorable ami. Quelques-uns des propos ridicules qu'il a tenus, feraient rire un garçon de 12 ans en Alberta, parce que la jeunesse est éveillée dans cette province. J'ai demandé simplement s'il y a quelque raison de ne pas rendre l'argent disponible, alors que le produit de la récolte ne permet pas aux cultivateurs d'acheter les machines et tout ce dont ils ont besoin? Ce serait un sain principe économique. N'est-ce pas?

M. Trainor: Non, ce n'est pas un bon principe.

M. Blackmore: Je suis heureux qu'on ait consigné cette observation au compte rendu et j'espère que tout le monde saura qui l'a formulée. Ses commettants seront fiers de lui. La prochaine proposition d'importance serait d'adopter des mesures permettant aux produits agricoles canadiens de soutenir la con-